

## Etats-Unis : un crime de masse garanti par la Constitution<sup>1</sup>

Les Etats-Unis ont signé le 25 septembre le premier traité des Nations-Unies réglementant le commerce international des armes conventionnelles. Ils détiennent 30% de ce marché d'une valeur de 80 milliards de dollars par an. Le traité est censé moraliser les transactions en obligeant les pays à vérifier s'il y a un risque que ces armes puissent être utilisées pour commettre des crimes de guerre. Washington, longtemps opposée à ce traité, a toutefois imposé que la question des munitions fasse l'objet d'un traitement à part et qu'elle soit l'objet de moins de contrôles. Le traité était en discussion depuis sept ans et avait été adopté en avril par l'ONU.

En outre, le Congrès aura à ratifier l'engagement des Etats-Unis, et cela sous la pression du puissant lobby des armes à feu, la national Rifle Association (NRA).

Rappelons qu'une soixantaine de pays, dont la Belgique, la France, les membres de l'Union européenne et de nombreux pays latino-américains et africains, avaient signé le traité sur les ventes d'armes classiques (des pistolets aux avions, aux navires de guerre et aux missiles) le 23 septembre. La Russie et la Chine, eux-mêmes exportateurs, ont postposé leur position. La Syrie, la Corée du Nord et l'Iran s'y opposent.

Utile réflexion, pour le ministre finlandais des Affaires étrangères Erkki Tuomioja, les armes conventionnelles « sont les vraies armes de destruction massive si on considère les milliers de personnes tuées chaque jour ». Ce qui n'a pas empêché, le secrétaire d'Etat, John Kerry de préciser que « rien dans ce traité ne peut enfreindre les droits des citoyens américains définis par notre législation ou par notre Constitution » à posséder une arme. Sur ce point, Démocrates et Républicains sont sur la même longueur d'onde.

### « Un massacre, de nouveau »

La réalité est pourtant cruelle. A la mi-septembre, une fusillade à Washington, à une portée d'arbalète du Capitole, dans un bâtiment de l'US Navy faisait treize morts, dont l'auteur des faits abattu par la police. Le coupable : un noir de 34 ans, Aaron Alexis, employé chez Hewlett-Packard, réserviste de la marine. Pourquoi cet acte ? Mystère. Selon sa famille, il était toujours psychologiquement perturbé par les attentats du 11 septembre 2001. Mais on sait qu'en 2011, il avait été délogé des rangs de l'armée de l'air en raison de son comportement instable. En 2004, il avait crevé les pneus d'une voiture qui le gênait. En 2010, il avait vidé son chargeur sur le plafond d'une voisine trop bruyante à son goût. Depuis, il s'était converti au bouddhisme. Un cas ? Mais un dingue détenteur d'un permis de port d'armes.

Sur un ton morne, le président Obama constatait qu' « une nouvelle fois, nous sommes confrontés à une fusillade de masse. » Le *Washington Post* éditorialisait : « En dépit de toutes les inconnues qui entourent le massacre qui a eu lieu au Navy Yard de Washington (un site militaire sécurisé. NDLR). Le 16 septembre, la situation a quelque chose de sinistrement familier (...) Un massacre, de nouveau (...) Chaque atrocité est comme un électrochoc pour le pays, avant de s'atténuer et de disparaître, sans effet, jusqu'à ce que survienne un nouvel acte inimaginable, et pourtant à chaque fois un peu plus imaginable. Tout était censé avoir changé depuis qu'un homme équipé d'une arme semi-automatique avait abattu 20 élèves de primaire dans leurs classes en décembre 2012. Mais pour les politiques, rien n'a changé. Un nouveau massacre, une nouvelle liste d'enterrements. Encore, encore et encore<sup>2</sup>. »

Le fait est que depuis 2009, on comptabilise un massacre par mois en moyenne. Le président avait prôné un durcissement de la législation sur les armes à feu après la tuerie de Newton en décembre 2012, dans le Connecticut, qui avait ôté la vie à 20 écoliers et six adultes. Il s'était heurté à l'opposition du Sénat. Comme la rappelé en avril le site d'information en continu *20minutes.fr* « Barack Obama avait mis tout son poids dans les négociations. Un sénateur démocrate et un républicain pro-armes avaient travaillé main dans la main pour trouver un compromis (...) 86% du pays est favorable à la mesure. Cela n'a pas suffi : mercredi, l'amendement visant à

<sup>1</sup> Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – septembre 2013.

<sup>2</sup> « Un massacre ordinaire à Washington ». *The Washington Post*, le 17 décembre 2013. Traduit par le *Courrier international*.

renforcer les enquêtes sur les antécédents des acheteurs d'armes à feu n'a pas passé l'obstacle du Sénat (...) 'C'est un jour assez honteux pour Washington', a attaqué le président (...) Il appelle les électeurs à 'se souvenir' de ce vote, et promet qu'il ne s'agissait que du premier round. Dans l'immédiat, le président et les libéraux sont dans les cordes<sup>3</sup>. ».

Dans *Le monde* du 17 septembre, la démocrate Dianne Feinstein se scandalisait : « Quand est-ce qu'assez sera assez ? (...) Ce nouvel événement s'ajoute à la litanie de massacres qui ont lieu quand une personne dérangée ou un tueur avec un compte à régler est capable d'obtenir de multiples armes, y compris des fusils d'assaut de type militaire, et de tuer de nombreuses personnes en peu de temps (...) Le Congrès doit arrêter d'esquiver ses responsabilités et poursuivre un débat réfléchi sur la violence due aux armes à feu dans ce pays »

### Condoléances et prières

Mais cette question littéralement vitale semble moins que jamais à l'agenda de l'élite politique américaine et le président semble avoir pris du recul. « Le droit de posséder et porter une arme à feu est garanti par le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis. Cependant, la branche législative de chaque État fédéré, et dans une certaine mesure des gouvernements locaux (comtés, villes indépendantes), peut établir lois et ordonnances encadrant la possession et le port d'armes à feu, dissimulées ou non.

Le premier État des États-Unis à adopter une loi de contrôle a été l'État de New York en 1911. La loi Sullivan instaurait des autorisations d'achat et des permis de détention et de port pour les armes de poing. Son efficacité a cependant été limitée par des trafics provenant d'autres États (...)

En 2005, si le taux d'homicide est de 5,7 pour 100 000 habitants, les armes à feu sont utilisées dans 9 % des crimes violents et 26 % des vols commis aux États-Unis. Dans la majorité des cas, il s'agit d'armes détenues illégalement. Une partie importante des armes utilisées par les narcotrafiquants au Mexique provient des États-Unis, et notamment du Texas (...) 12 632 meurtres ont été commis avec une arme à feu, dont une vaste majorité avec une arme détenue illégalement et 613 personnes ont été tuées accidentellement par arme à feu en 2007.. Plus de 2 000 mineurs ont été tués accidentellement par arme à feu au cours des dix dernières années. ». (Article à lire sur le site [wikipedia.org](http://wikipedia.org))

### Comme une guerre civile ?

L'heure est aux déclarations morales aussi vaines qu'hypocrites. Réagissant, si l'on ose dire, à la tuerie de Washington, Barak Obama, s'est gardé de relancer le débat sur le contrôle des armes à feu. Il a rendu hommage aux « patriotes » abattus, adressé ses condoléances à leurs proches et prié. Une manière d'abdiquer après le rejet de son projet d'interdiction des fusils d'assaut rejeté par le Sénat en avril.

Certes, officiellement, Obama reste partisan d'un contrôle des armes à feu. Mais la réalité est que cette idée est morte et enterrée. Comme l'a rappelé éloquemment le *Washington Post*, « Quelques jours avant la tuerie de Washington, les électeurs du Colorado ont révoqué deux sénateurs qui avaient soutenu des lois [en vigueur depuis le 1er juillet dernier] imposant un contrôle des antécédents judiciaires pour les ventes d'armes entre particuliers et limitant la capacité des chargeurs. Cette initiative a douché les espoirs d'un progrès dans le contrôle des armes à feu (...) John Thune, sénateur républicain du Dakota du Sud, a déclaré à juste titre au Sénat : 'Les affaires continuent, dans le pays comme au Sénat, mais, pour les familles des victimes de la tragédie d'hier, la vie s'est arrêtée. Et je pense qu'il est important pour nous tous de marquer une pause pour nous associer à leur deuil'. Dix-neuf secondes plus tard, le sénateur reprenait sa critique du bilan économique d'Obama<sup>4</sup>. »

212 994 Américains de plus ont été victimes des armes à feu au cours des 45 dernières années, soit plus que dans toutes les guerres impliquant les États-Unis. « Après le drame de Newtown, une centaine de textes de loi sur les armes ont été déposés dans les assemblées locales. Sur les quinze qui ont déjà été adoptés, cinq vont

---

<sup>3</sup> « L'amendement sur les armes voulu par Obama bute sur le Sénat ». *WWW.20minutes.fr*. 18 avril 2013.

<sup>4</sup> « Le contrôle des armes n'est plus à l'ordre du jour ». Le 18 septembre 2013.

dans le sens d'un renforcement des contrôles. Mais dix autres visent au contraire à étendre l'usage des armes, au nom du raisonnement audacieux qui s'est répandu depuis quelques années dans les milieux conservateurs : plus d'armes égale plus de sécurité<sup>5</sup>.

Comme si le plus puissant pays du monde vivait une sorte de guerre civile permanente.

---

<sup>5</sup> « Crise de l'arme aux Etats-Unis ». *Le Monde* du 11 avril 2014.